

Jean-Paul CHARIÉ

*Loiret (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) – Développement et régulation économiques - [18 juillet 2007]

Membre du conseil d'administration de l'établissement public de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission d'examen des pratiques commerciales [J.O. du 7 août 2007]

Membre du conseil de surveillance de l'agence de l'innovation industrielle [J.O. du 11 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Rapporteur du projet de loi de modernisation de l'économie (n° 842) [16 avril 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Économie - [18 juillet 2008]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 18 et 24 juillet 2008]

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi [J.O. du 2 septembre 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome II : Développement et régulation économiques -

Développement des entreprises, des services et de l'activité touristique, - Entreprises (n° 278) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le lobbying [16 janvier 2008] (n° 613)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, de modernisation de l'économie (n° 842) [22 mai 2008] (n° 908)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'économie [17 juillet 2008] (n° 1062)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Consommation. Protection des consommateurs. Réforme [24 octobre 2007] (p. 3158)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4291)

Crédits de la mission "Développement et régulations économiques" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4292)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- *Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007*

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Son intervention (p. 9)

Thèmes :

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) : Centre (p. 9)

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) : Champagne-Ardenne (p. 9)

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) : Pays-de-la-Loire (p. 9)

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) : petites et moyennes entreprises (p. 9)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4448)

Thèmes :

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4448)

Commerce et artisanat : grande distribution : emploi (p. 4448)

Commerce et artisanat : grande distribution : fournisseurs (p. 4448)

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4448)

Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4448)

Consommation : protection des consommateurs : pratiques commerciales (p. 4448)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4448)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre 1er

Intervient sur l'adt n° 87 de M. Arnaud Montebourg (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Jean Gaubert (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 89 de M. François Brottes (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 90 de Mme Corinne Erhel (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 91 de Mme Frédérique Massat (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 93 de M. Patrick Roy (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 94 de Mme Marylise Lebranchu (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 95 de M. Jean-Yves Le Déaut (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 112 de M. Jean Gaubert (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4484)

Intervient sur l'adt n° 226 de M. Jean Dionis du Séjour (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4484)

Intervient sur l'adt n° 307 rectifié de M. André Chassaigne (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4484)

Intervient sur l'adt n° 150 de M. Lionel Tardy (relevé d'office du juge en droit de la consommation devant les juridictions où le ministère d'un avocat n'est pas requis) (p. 4484)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Jean Gaubert (création d'un fichier national des crédits aux consommateurs) (p. 4621)

Intervient sur l'adt n° 213 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'un répertoire national des crédits aux particuliers pour des besoins non professionnels) (p. 4621)

Intervient sur l'adt n° 316 de M. Jean-Yves Le Déaut (création d'une autorité de la concurrence) (p. 4625)

Article 1er (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Ses interventions (p. 4641 et s.)

Son amendement n° 63 (p. 4643)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 297 de M. André Chassaigne (extension au-delà des situations de crise conjoncturelle du dispositif du coefficient multiplicateur pour les fruits et légumes périssables) (p. 4649)

Article 2 (convention unique formalisant le résultat de la négociation commerciale)

Son intervention (p. 4655 et s.)

Ses amendements n° 66 et 67 (p. 4657)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 269 de M. Jean Gaubert (limitation de la coopération commerciale à la seule première mise en rayon) (p. 4662)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 265 rectifié de M. Jean Gaubert (détermination du début du délai de paiement) (p. 4706)

Intervient sur l'adt n° 125 de Mme Muriel Marland-Militello (règles relatives aux enchères inversées) (p. 4707)

Article 4 (dépenalisation du refus de communication des conditions générales de vente)

Son intervention (p. 4709)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 3 de la commission des lois (coordination des dispositions relatives à la

responsabilité pénale des personnes morales) (p. 4712)

Intervient sur l'adt n° 166 de M. Michel Piron (réduction de 30 à 20 jours des délais de paiement pour les produits alimentaires périssables) (p. 4715)

Intervient sur l'adt n° 162 de M. Lionel Tardy (harmonisation à 30 jours des délais de paiement pour tous les produits alimentaires) (p. 4715)

Intervient sur le sous-adt n° 329 de M. Philippe Folliot (sauf accord explicite du fournisseur) à l'adt n° 263 de M. Jean Gaubert (interdiction des retours d'inventus au fournisseur) (p. 4719)

Intervient sur l'adt n° 257 de M. Jean Gaubert (groupement d'intérêt commercial et artisanal des commerçants et artisans des centres villes ou des zones touristiques) (p. 4723)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 16 de Mme Marie-Jo Zimmermann (gratuité du temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés) (p. 4730)

Article 6 (restitution des avances et préavis de résiliation)

Son sous-amendement n° 322 à l'adt n° 184 rectifié de Mme Laure de La Raudière (p. 4742)

Après l'article 6

Son sous-amendement n° 319 (mention de la durée d'engagement restant à courir ou de la date de fin de l'engagement) à l'adt n° 188 de Mme Laure de La Raudière (mention sur les factures de la durée d'engagement restant à courir et de la date de fin d'abonnement) : adopté (p. 4744)

Son sous-amendement n° 320 (information du consommateur au moins 10 jours avant la fin de la période de gratuité) à l'adt n° 183 de Mme Laure de La Raudière (accord exprès du consommateur pour la poursuite payante de services initialement gratuits mis à disposition de façon accessoire) : devenu sans objet (p. 4745)

Après l'article 7

Son sous-amendement n° 236 (montant maximum des frais de dédit d'un engagement supérieur à 12 mois) à l'adt n° 42 de la commission (durée d'exécution et conditions de sortie des contrats de téléphonie mobile) (p. 4752) : adopté (p. 4754)

Son sous-amendement n° 321 (limitation de la gratuité aux services d'assistances techniques des opérateurs de communications électroniques et aux services sociaux) à l'adt n° 43 de la commission (gratuité des appels des numéros présentés comme gratuits depuis les téléphones mobiles et prise en charge du coût éventuel des appels par les opérateurs de communications électroniques) (p. 4755) : retiré (p. 4756)

Intervient sur l'adt n° 237 de M. Pierre-Christophe Baguet (obligation pour les opérateurs de téléphonie mobile de proposer une offre commerciale familiale) (p. 4759)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)

Ses interventions (p. 4766 et s.)

Explications de vote et vote [27 novembre 2007]

Ses explications de vote (p. 4784)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4784)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2742)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2743)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2743)

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 2742)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 2744)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2743)

Entreprises : immatriculation (p. 2744)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 2744)

Politique économique : Autorité de la concurrence (p. 2743)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 2744)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2906 à 3031, 3050 à 3126, 3199, 3206 à 3232, 3257, 3315 à 3430)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Son intervention (p. 2926)

Ses amendements n°s 636 et 637 : adoptés (p. 2926)

Après l'article 1er

Son amendement n° 811 rectifié (augmentation des seuils permettant de bénéficier du régime fiscal de la

micro-entreprise) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2929)

Intervient sur l'adt n° 141 rectifié de la commission (p. 2931)

Article 2 (extension du rescrit social)

Son amendement n° 638 : adopté (p. 2938)

Son intervention (p. 2939)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 144 rectifié de la commission (date unique d'application des nouveaux taux de cotisation de sécurité sociale) (p. 2940)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Son amendement n° 639 : adopté (p. 2951)

Son intervention (p. 2952)

Après l'article 3

Ses amendements n°s 661 et 655 : retirés (p. 2954)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Ses interventions (p. 2959 et s.)

Ses amendements n°s 662 à 664 : adoptés (p. 2959 et s.)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Ses interventions (p. 2971 et s.)

Son amendement n° 665 et 666 : adoptés (p. 2972)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Ses interventions (p. 2989 et s.)

Ses amendements n°s 668 et 669 (p. 2989)

Son amendement n° 667 : adopté (p. 2991)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 1474 de la commission (contrôle par les commissaires aux comptes des délais de paiement) (p. 2993)

Intervient sur l'adt n° 167 de la commission (p. 2993)

Son amendement n° 657 : retiré (p. 2993)

Son amendement n° 656 (dématérialisation des factures des administrations) (p. 2993) : adopté après modification (p. 2994)

Article 7 (réserve d'une part des marchés publics aux sociétés innovantes)

Son amendement n° 670 : adopté (p. 2997)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 168 de la commission (p. 2997)

Article 8 (renforcement du rôle d'UBIFrance)

Son amendement n° 671 : adopté (p. 2997)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 170 de la commission (extension à Alternext du régime des rachats d'actions et des contrats de liquidité) (p. 3010)

Article 11 (indexation des hausses de loyers des baux commerciaux sur le niveau général des prix)

Son intervention (p. 3013)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 173 rectifié de la commission (assujettissement conventionnel des parties à un bail professionnel au régime des baux commerciaux) (p. 3014)

Intervient sur l'adt n° 174 de la commission (délai de restitution des lieux en cas d'éviction du preneur d'un bail commercial) (p. 3014)

Article 12 (neutralisation de l'impact financier du franchissement du seuil de dix et vingt salariés par les entreprises)

Son amendement n° 719 : adopté (p. 3019)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 178 de la commission (p. 3023)

Intervient sur l'adt n° 176 rectifié de la commission (conditions d'exercice d'activités commerciales ou artisanales ambulantes) (p. 3024)

Intervient sur l'adt n° 177 de la commission (p. 3026)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 443 rectifié de la commission (p. 3033)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Ses interventions (p. 3038 et s.)

Article 20 (assouplissement du régime applicable aux organismes favorisant l'insertion par l'entrepreneuriat)

Son amendement n° 718 : adopté (p. 3067)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 179 rectifié de la commission (statut des associés de sociétés coopératives artisanales) (p. 3068)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Ses interventions (p. 3084 et s., 3097 et s.)

Son sous-amendement n° 1479 à l'adt n° 576 de M. François Brottes (p. 3089)

Ses sous-amendements n^{os} 1530 et 1478 rectifié à l'adt n^o 576 de M. François Brottes (p. 3089) : adoptés (p. 3090)

Son sous-amendement n^o 1480 à l'adt n^o 576 de M. François Brottes (p. 3089) : adopté (p. 3090)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n^o 418 de la commission (p. 3114)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n^o 422 de la commission (rapport gouvernemental sur les réseaux de communications électroniques d'initiative locale) (p. 3124)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n^o 642 de M. Philippe Gosselin (possibilité pour les syndicats mixtes de gérer les schémas de cohérence territoriale) (p. 3199)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n^o 447 de la commission (protection du licencié non-inscrit aux registres nationaux) (p. 3205)

Article 36 (rescrit en matière de crédit d'impôt recherche)

Son intervention (p. 3206 et s.)

Article 37 (création de fonds de dotation)

Son intervention (p. 3211 et s.)

Son amendement n^o 722 rectifié : adopté (p. 3212)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n^o 436 de la commission (amélioration des moyens dédiés à l'éducation financière du public) (p. 3213)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n^o 441 deuxième rectification de la commission (p. 3287)

Intervient sur l'adt n^o 1389 de M. François Sauvadet (p. 3287)

Intervient sur le sous-adt n^o 1561 de M. Gilles Carrez à l'adt n^o 253 de la commission des finances (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3292)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n^o 448 de la commission (exonération de la taxe d'apprentissage à raison des dépenses exposées pour la réalisation des parcours de formation personnalisés mis en oeuvre par les écoles de la deuxième chance) (p. 3307)

Intervient sur l'adt n^o 264 deuxième rectification de la commission des finances (rapport du Gouvernement au Parlement faisant le bilan de l'amélioration de l'attractivité de la place financière française) (p. 3307)

Après l'article 44

Intervient sur les adts n^{os} 514 et 515 de M. Jean-Luc Warsmann (p. 3318 et s.)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n^o 351 précédemment réservé de la commission (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3322 et s.)

Intervient sur l'adt n^o 1487 précédemment réservé de la commission (lutte contre les pratiques commerciales déloyales) (p. 3336)

Intervient sur l'adt n^o 1486 rectifié précédemment réservé de la commission (liste des pratiques commerciales réputées trompeuses ou agressives) (p. 3339)

Intervient sur le sous-adt n^o 1471 précédemment réservé de la commission (remplacer "gratuit par "non surtaxé") à l'adt n^o 997 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (numéro gratuit pour obtenir la bonne exécution d'un contrat) (p. 3386)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Son intervention (p. 3404 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n^o 356 précédemment réservé de la commission (p. 3419)

Son amendement n^o 1414 rectifié précédemment réservé : retiré (p. 3419)

Article 22 précédemment réservé (abrogation de l'interdiction de discrimination. Renforcement de l'effectivité des sanctions civiles des pratiques restrictives de concurrence)

Son intervention (p. 3422)

Article 23 précédemment réservé (habilitation à légiférer par ordonnance en vue de créer une Autorité de la concurrence)

Son intervention (p. 3434)

Article 24 précédemment réservé (modernisation du régime des soldes)

Son intervention (p. 3438)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce -FISAC)

Son amendement n^o 516 rectifié (p. 3448)

Son intervention (p. 3449)

Après l'article 26

Intervient sur les adts n^{os} 1475, 1476 et 1483 précédemment réservés de la commission (p. 3450)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3461 et s.)

Ses amendements n^{os} 609 à 611 : adoptés (p. 3464)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n^o 395 précédemment réservé de la commission (prise en compte de la diversité commerciale dans les documents d'urbanisme) (p. 3470)

Intervient sur l'adt n^o 396 précédemment réservé de la commission (prise en compte des besoins en matière de commerce dans les PLU) (p. 3470)

Intervient sur l'adt n^o 397 de la commission (possibilité de déterminer dans le PLU les zones de développement de la diversité commerciale) (p. 3470)

Intervient sur l'adt n^o 374 rectifié précédemment réservé de la commission (p. 3470)

Après l'article 28

Son amendement n^o 608 précédemment réservé (dérogation à la règle d'exclusivité d'activité des agents de voyages en matière de prestations accessoires aux foires et salons) : adopté (p. 3471)

Intervient sur l'adt n^o 405 rectifié précédemment réservé de la commission (abrogation de la loi relative aux voitures de petite remise) (p. 3472)

Explications de vote et vote [17 juin 2008] (p. 3504)

Son intervention (p. 3506)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4836)

Son intervention (p. 4836)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 4837)

Banques et établissements financiers : livret A (p. 4837)

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 4837)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4837)

Entreprises : délais de paiement (p. 4837)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 4837)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 4837)

Politique économique : Autorité de la concurrence (p. 4837)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 4837)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4849)

Son intervention (p. 4849)